

● (1710)

Si le gouvernement voulait véritablement stimuler la construction domiciliaire au Canada, même sous forme d'une mesure de création d'emplois, cela contribuerait beaucoup à atténuer le terrible chômage que nous déplorons à l'heure actuelle. Selon des données officielles, pour chaque emploi que l'on crée dans le secteur de la construction domiciliaire, il s'en crée quatre autres dans les secteurs connexes tels que la fabrication d'appareils électriques, la plomberie et du pétrole. Une hausse substantielle des subventions que l'on serait disposé à accorder à la construction domiciliaire ne pourrait manquer d'avoir d'heureuses répercussions sur n'importe quel autre secteur imaginable. Si le gouvernement voulait bien utiliser l'argent qu'il nous demande à cette fin, nous serions beaucoup plus disposés à le lui accorder.

Les besoins des personnes âgées au Canada sont un autre domaine auquel le gouvernement devrait consacrer plus d'attention à notre avis. Le gouvernement nous dit constamment qu'il est conscient des difficultés qu'éprouvent les personnes âgées et qu'il les a étudiées. En fait, il ne fait que cela. Cependant, il prétend qu'il ne peut venir en aide aux personnes âgées tant que la conjoncture ne sera pas améliorée. Dans son dernier budget, il a prévu une augmentation des pensions de \$25 en juin et en décembre dans l'espoir de résoudre le problème. Or, on ne fera qu'atténuer quelque peu les difficultés éprouvées par les personnes âgées seules qui vivent déjà en-dessous du seuil de pauvreté.

Le gouvernement aurait certes pu augmenter leurs pensions immédiatement de \$50 par mois à compter du 1^{er} janvier 1984, mais il a préféré offrir d'autres exemptions fiscales à ceux qui n'en avaient pas besoin, les grosses sociétés et les nantis. Il n'y a aucune raison pour que le gouvernement ne se montre pas aussi généreux envers les femmes seules âgées de plus de 65 ans qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté, car après tout, ce sont elles qui en ont le plus besoin.

Le gouvernement pourrait utiliser une partie des 29.5 milliards qu'il demande pour aider les milliers d'invalides et de handicapés qui sont incapables de travailler à cause de leur infirmité ou parce que les employeurs ne veulent pas d'eux, afin de leur assurer un revenu mensuel décent. Il préfère s'en abstenir sous prétexte que l'économie est en difficulté et qu'il n'a pas assez d'argent pour fournir à ces personnes les moyens de vivre décemment.

Si le gouvernement avait été vraiment bien intentionné, il aurait également pu faire quelque chose pour les chômeurs. Le budget a à peine abordé le problème. En fait, il n'a pratiquement rien fait pour combattre ce fléau. Je trouve honteux que notre taux de chômage général dépasse 11 p. 100. Il est encore plus honteux que le gouvernement refuse de prendre des mesures efficaces pour remédier à la situation.

Le taux de chômage chez les jeunes dépasse 18 p. 100. Il s'agit pourtant de notre ressource la plus précieuse. Le gouvernement la gaspille en ne donnant pas aux jeunes des programmes d'emploi dignes de ce nom. Il va même jusqu'à s'attaquer à l'enseignement postsecondaire en réduisant encore les subventions aux établissements d'enseignement. Cela réduit notre capacité de recherche et de développement et empêche les jeunes d'accéder à l'enseignement supérieur. Si le gouvernement songeait sérieusement à investir l'argent qu'il demande, dans des programmes vraiment utiles, productifs et bénéfiques

Pouvoir d'emprunt—Loi

pour la société, nous pourrions alors changer d'avis et songer à lui accorder ce qu'il demande.

[Français]

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le Président, je ne peux résister à la tentation de faire quelques commentaires sur ce pouvoir d'emprunt que le gouvernement voudrait nous faire avaler, et du même coup faire avaler à la population canadienne. Compte tenu de la performance lamentable de l'administration de ce gouvernement, je vous répéterai, monsieur le Président, qu'il est difficile pour nous, au nom de la nation canadienne, de répondre par l'affirmative à cette proposition qui nous est faite. Et ce d'autant plus, ce qui est presque scandalisant, que le gouvernement nous présente un pouvoir d'emprunt qui dépasse, en réalité, de quatre milliards de dollars ses besoins. Et là je pense qu'on peut se poser une question vraiment sérieuse et demander au gouvernement pourquoi il voudrait que la Chambre appuie cette demande qui réclame quatre milliards de dollars supplémentaires.

Il est vraiment difficile de pouvoir répondre par l'affirmative. Et ceci nous amène à croire que dans un premier temps le gouvernement, et bien sûr il ne le dit pas aux Canadiens, a besoin de réparer ses erreurs, a besoin, dis-je, de corriger son incompétence administrative. Voilà une des raisons pour lesquelles il nous revient pour la septième ou la huitième fois avec un projet de loi destiné à l'autoriser à emprunter.

Mais ce qui est le plus insultant, monsieur le Président, et vous me comprendrez, c'est qu'il demande plus qu'il en a besoin. Alors, serait-ce que le gouvernement n'est pas capable de nous dire exactement où sont ses besoins? Il est vrai que ses prévisions antérieures sont d'une fausseté gênante à l'heure actuelle; et le gouvernement se garde bien d'insister au maximum sur ce pouvoir d'emprunt même s'il y a quatre milliards de dollars dont il ne voit pas la nécessité, et ce dans un premier temps. Mais c'est inquiétant! Et aux yeux des Canadiens, je me demande jusqu'où ils peuvent croire que le public pourrait leur témoigner sa confiance lorsqu'on n'est pas capable de nous dire, par exemple, quels sont les besoins exacts pour faire ce pouvoir d'emprunt.

Je me pose des questions, monsieur le Président. Nous savons parfaitement bien que nous sommes à la veille d'une campagne électorale. Pourquoi le gouvernement veut-il avoir ce pouvoir d'emprunt de 29 milliards de dollars, quand ses besoins selon les évaluations sur lesquelles on a des doutes ne sont que de 25 milliards de dollars? Quatre milliards de dollars pour le gouvernement, de plus ou de moins, je sais que cela peut paraître insignifiant aux yeux de ses administrateurs. Mais le Canadien qui nous écoute sait parfaitement bien que par les temps qui courent, étant donné les intérêts et le coût du service de la dette, quatre milliards de dollars, c'est important!

Qu'est-ce que le gouvernement cache dans la demande qu'il nous fait aujourd'hui? Est-ce que le gouvernement, par exemple, voyant venir la prochaine campagne électorale, aurait la tentation de faire des promesses sans aucune limite pour gagner encore une fois l'appui des électeurs canadiens? Est-ce que le gouvernement voudrait se servir de ces milliards de dollars pour tenter de leurrer les Canadiens, ou tenter d'acheter les Canadiens au moyen de toutes sortes de projets et ce, de façon irresponsable, monsieur le Président? On doit se poser ces questions-là. Si on regarde la situation financière du gouvernement et les engagements qu'il prend relativement à une